

OUTRE-TERRE 56

REVUE EUROPÉENNE DE GÉOPOLITIQUE

Le Brésil et la révolution géopolitique mondiale

OUTRE-TERRE N° 56

LE BRÉSIL ET LA RÉVOLUTION GÉOPOLITIQUE MONDIALE

Ce numéro a été coordonné par Hervé Théry

Étoile filante Michel Korinman	7
Une comparaison de deux incendies et des réactions qu'ils ont provoquées Hervé Théry	20

1 QUESTIONS POUR UN EMPIRE

Le Brésil face à un avenir incertain Paul Claval	43
Le même et l'autre José Luis Fiori	61
<i>Quo vadis</i> Brésil ? Perspectives économiques d'un géant malade Pierre Salama	66

2 POURQUOI BOLSONARO ?

Florilège du président Hervé Théry	87
Le Brésil à l'envers Claire Gatinois	92
Éclairages cartographiques sur l'élection présidentielle brésilienne de 2018 Hervé Théry	95
Intronisation d'un « Trump tropical » Marion Aubrée	115
Brésil : la criminalité, problème n°1 Bruno Racouchot	124

3 FRONTS INTERNES

Gouvernement Bolsonaro vs. peuples amérindiens : l'épreuve de la Constitution François-Michel Letourneau	139
Puissance et conflits des agricultures brésiliennes Eduardo Paulon Girardi, Hervé Théry	159
Perspectives pour l'environnement en 2019 : les reculs de la politique gouvernementale Neli Aparecida de Mello-Théry	177

4 L'AMÉNAGEMENT D'UN CONTINENT

- Le concept de justice spatiale appliquée au *Nordeste*
Bernard Bret 195
- Le *Nordeste* déconstruit ou reconstruit ?
Eustógio Wanderley Correia Dantas 198

Amazonie région naturelle ?

- Une somme sur l'Amazonie brésilienne
Hervé Théry 221
- Le nouveau gouvernement et l'Amazonie : recul de la protection
environnementale et privatisation de terres publiques
Paulo Roberto Cunha 234
- Les routes amazoniennes : un débat géopolitique
Thiago Oliveira Neto 242
- Du gouvernement d'E. Geisel à celui de J. Bolsonaro 50 ans de résilience
des projets hydroélectriques amazoniens
Céline Broggio, Martine Droulers 258
- L'environnement stratégique du Brésil dans les Guyanes :
des défis pour Jair Bolsonaro en trois thèmes
Gutemberg de Vilhena Silva, Eliane Superti 267

5 COLONISER L'EMPIRE ?

- La pression chinoise sur le secteur électrique brésilien
Lucas Coutinho 273

GÉOPOLITIQUE ET HISTOIRE

- Brésil, pays de l'attente
Laurent Vidal 279

PSYCHANALYSE ET GÉOPOLITIQUE

- Lula cible d'envie et de volonté de destruction
Valton de Miranda Leitão 295

Brésil : la criminalité, problème n° 1

Bruno Racouchot¹

La criminalité, problème n° 1 : tel était le condensé de l'entretien² que m'avait accordé en juillet 2018 à Brasilia Flavio Werneck Meneguelli, vice-président de la Fédération nationale des policiers fédéraux. Il faut reconnaître que les chiffres à l'état brut donnent le vertige. Le dernier annuaire brésilien de sécurité publique³ (2018) recense 63 880 homicides en 2017, en accroissement de 2,9% au regard de l'année précédente. Soit un ratio de 30,8% pour 100 000 habitants. Pour mémoire, en Europe, le taux est environ de 1 pour 100 000. Pour mémoire également, il faut se souvenir que l'on recensait moins de 20 000 homicides par an au Brésil à l'aube des années 1980, avant que les militaires ne quittent le pouvoir. Les professionnels de la sécurité publique estiment, en outre, qu'il convient d'ajouter à ce bilan 2017 une partie des 82 684 personnes recensées comme disparues la même année. Si l'on met ces chiffres en regard des attaques terroristes, on demeure proprement confondu : l'*Atlas de la violence 2017 au Brésil* montre que le nombre de morts liés à des actes de terrorisme est inférieur au nombre d'homicides commis dans le seul Brésil pour chaque période de trois semaines : 3 314 décès imputables au terrorisme annuellement contre 3 400 meurtres toutes les trois semaines au Brésil. Autre comparaison frappante : durant les cinq années où a culminé la guerre en Syrie, on y a cependant compté moins de morts qu'au Brésil.

Si l'on poursuit notre investigation dans l'aire criminelle brésilienne, pour ce qui est des viols déclarés, ils s'élèvent à 60 018 en 2017, soit une hausse de 8,4% par rapport à 2016. En ce qui concerne le système pénitentiaire, le Forum brésilien de la sécurité publique, en 2016, recensait 729 463 personnes incarcérées, faisant du Brésil la troisième population carcérale au monde après les États-Unis et la Chine. Paradoxalement, sur le plan budgétaire, le Brésil dépense peu pour la sécurité publique, 2,5% contre 4,5% en moyenne dans les pays de l'OCDE. À ce constat effrayant s'ajoute la dimension économique et financière du problème criminel. Si l'on se réfère aux chiffres donnés par l'ONU et le Ministère public fédéral, la corruption a coûté au bas mot au pays en 2017 la bagatelle de 200 milliards de reais (soit environ 50 milliards d'euros), un chiffre probablement sous-évalué. Les coûts économiques globaux de la criminalité ont augmenté de

1 Directeur de Comes Communication (Paris, Toronto, São Paulo et Porto Alegre)

2 Pour la revue de géopolitique *Conflits*, n° 19, octobre 2018, p. 67-68.

3 <www.forumseguranca.org.br/publicacoes/anuuario-brasileiro-de-seguranca-publica-2018/>.

façon significative en dix ans, passant de 113 milliards de reais en 1996 à 285 milliards de reais (environ 70 milliards d'euros) en 2015, soit un taux de croissance de 4,5% par an, ce qui selon les spécialistes équivaut à 4,38% du PIB en 2015. D'où le constat aussi lucide que dramatique dressé par Flavio Werneck Meneguelli : « *Si l'on prend en compte l'Indice de développement humain (revenu par tête, années d'études et espérance de vie) établi par le PNUD, le Brésil se classe en 75^e position sur 188 pays, alors qu'il s'impose en même temps comme la 8^e économie mondiale. De tels chiffres s'expliquent en partie par la faillite d'un système efficace de suivi de la criminalité, d'où une prévention inopérante et in fine l'impunité dont bénéficie le système criminel brésilien.* ».

LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ SOUSTOUTES SES FORMES, CLÉ DE VOÛTE DE L'ÉLECTION DE JAIR BOLSONARO

Il convient de garder ces éléments à l'esprit pour tenter de comprendre les raisons du basculement politique majeur qui s'est produit en octobre 2018 au Brésil, lorsque Jair Bolsonaro a remporté l'élection présidentielle. Comme l'explique fort justement le professeur Hervé Théry⁴, « *les thèmes de la violence et de l'insécurité ont tenu une place majeure dans la campagne pour les élections brésiliennes de 2018 et leur utilisation a été l'une des principales raisons du succès de Jair Bolsonaro. Le Brésil est, de fait, l'un des pays les plus violents au monde, avec des taux d'homicides plus élevés que bien des pays en guerre, dont la Syrie. Mais cette réalité tragique ne paraissait pourtant pas être une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics et pour l'opinion brésilienne, qui semblaient la considérer comme une sorte de fatalité, jusqu'à la récente prise de conscience de ce qu'elle avait d'insupportable.* ». On peut donc affirmer sans crainte d'être contredit que le rejet absolu de cette croissance exponentielle de la criminalité a été l'un des leviers majeurs, sinon le principal, du vote en faveur de Jair Bolsonaro. Deux ans avant son élection, deux chiffres officiels⁵ mettaient déjà bien en évidence le positionnement aussi angoissé que radical de l'homme de la rue face aux violences : un Brésilien sur trois comptait dans son environnement familial ou amical une victime d'assassinat, un constat qui explique que 57% de la population déclarait sans barguigner qu'un bon bandit est un bandit mort... Jair Bolsonaro a su s'en souvenir durant sa campagne électorale.

4 Géographie de la violence au Brésil, in *Sécurité Globale* n°16, Spécial Brésil demain : sécurité, économie, écologie, ESKA, p. 25-37 – tous les articles de ce numéro peuvent être téléchargés sur <www.cairn.info/revue-securite-globale-2018-4.htm>.

5 <www.forumseguranca.org.br/publicacoes/10o-anuario-brasileiro-de-seguranca-publica/>

D'ailleurs, les mesures prises dès les premières semaines par le président Jair Bolsonaro et ses équipes montrent le souci des nouveaux dirigeants d'inverser au plus vite les tendances en prenant des mesures très strictes, sachant qu'ils seront jugés prioritairement sur leur aptitude à lutter efficacement contre la criminalité sous toutes ses formes. Le ton a été donné d'emblée au tout début janvier, quand le très médiatique juge anticorruption Sergio Moro a pris ses fonctions de ministre de la Justice et de la Sécurité publique, cumulant ainsi les deux fonctions. Ce furent ensuite des mesures destinées à permettre aux particuliers de détenir des armes à feu chez eux, à autoriser plus facilement l'ouverture du feu de la part des forces de l'ordre, ou visant à revoir les conditions de vie au sein des centrales pénitentiaires... De même, en matière de lutte contre la corruption, les Brésiliens attendent beaucoup de concret, ce qui explique que le nouveau gouvernement se soit attelé à la tâche dès les premières semaines de janvier. Les caisses noires de nombreuses institutions financières sont ainsi ouvertes pour enquête. C'est le cas de la Banque du Brésil, de la *Caixa Economica Federal*, de la BNDES – la Banque nationale de développement... Cette dernière va ainsi devoir restituer des sommes colossales au Trésor Public. On le sait, le Brésil est confronté à une corruption touchant l'intégralité du système politique, économique, social, culturel... Si l'on se réfère aux travaux de la *Controladoria-Geral da União* – équivalant approximativement à notre Cour des comptes – pas moins de 80% des municipalités brésiliennes sont impliquées dans des détournements de ressources publiques fédérales. Et tous les domaines sont concernés. Ainsi, de 2004 à 2006, une enquête fédérale visant des détournements de fonds publics en matière de santé – l'opération *Sanguessuga*, opération Sangsue – a directement mis en évidence des comportements illicites dans 10% des municipalités du pays.

DU JEITINHO À LA CORRUPTION

Cette culture de la corruption semble bel et bien ancrée dans l'ADN du pays. Plusieurs sondages émanant d'instituts sérieux montrent ainsi que 50,3% des Brésiliens déclarent que, s'ils se trouvaient à un poste de responsabilité publique, ils n'hésiteraient pas à favoriser l'embauche de personnes de leur famille ; plus de 18% des Brésiliens reconnaissent de même avoir déjà utilisé la pratique des pots-de-vin pour accélérer l'obtention de biens ou de services auxquels ils avaient droit ; ou encore 22,5% des fonctionnaires avouent avoir déjà contrevenu à la loi... On le voit, le chantier de la remise en ordre du pays est un vaste programme, intégrant aussi des paramètres sociaux et culturels. Pour Flavio Werneck Meneguelli, « *ces chiffres s'expliquent en grande partie par l'absence d'un*

système unifié de poursuites pénales, à laquelle s'ajoute une relative inefficacité des politiques de prévention dans le pays, engendrant plus généralement une certaine impunité pour les criminels ».

D'autant qu'au Brésil, on pratique beaucoup au quotidien le *jeitinho*, concept que l'on pourrait traduire par truc, astuce ou passe-droit. Spécialiste de cet « art » auquel il a consacré plusieurs travaux⁶ et qu'il a observé lorsqu'il était en poste au Brésil, Pierre Fayard, expert en aikido et commentateur avisé de Sun-Tzu, ancien professeur à l'université de Poitiers, explique : « *Alors que ruses et stratagèmes apparaissent comme des adjuvants, parfois nécessaires et complémentaires dans les cultures stratégiques occidentales, au Brésil le jeito s'affirme comme un mode majeur au point de représenter une tendance caractéristique dans la société. Un jeito se traduit par un procédé économique et élégant pour se sortir dans l'instant, de manière imprévue et à très court terme d'un mauvais pas ou pour tirer profit d'un avantage soudain. Il existe des jeitos de toute sorte et tous les domaines d'application peuvent être justifiables de son usage* ». En fait, explique Pierre Fayard, « *derrière le recours au jeito, se profile une représentation du monde dans lequel on ne peut survivre honorablement en respectant des réglementations faites par et pour d'autres que soi* ». On comprend dans ces conditions que la frontière soit ténue entre « *jeitinho* » et corruption. Tout dépend de quel côté on se place et comment on envisage les rapports de force...

LE COÛT DE LA CRIMINALITÉ ÉCONOMIQUE

Criminalité hors du commun, bureaucratie kafkaïenne, système judiciaire complètement embourbé et incompréhensible, toutes ces données constituent un frein sérieux aux investissements étrangers. Un paradoxe alors que le Brésil est d'une richesse inouïe, notamment en matière de ressources naturelles. Un exemple parmi tant d'autres : si l'on se réfère à l'étude *Expatri Insider 2018*⁷, réalisée sur la base de plus de 18 000 entretiens avec des expatriés résidant dans 68 pays différents, le Brésil occupe la dernière place dans ce qui se rapporte à la sécurité. Quand on leur demande d'évaluer la sécurité de leur cadre de vie, la moyenne globale des expatriés la voit négative dans seulement 9% des cas alors qu'ils sont 56% pour ceux résidant au Brésil. Aussi séduisant que périlleux, le pays est, de fait, d'une complexité extrême. Connaissant bien le Brésil où il

6 <pmfayard.com/2015/03/08/jeitinho-brasileiro-2-lart-de-la-ruse-au-bresil/> et Douze stratégies pour séduire, (chapitre 5), VA Press, 2016 – Voir aussi son chapitre « Corruption – obligation ? La culture de la ruse au Brésil et les racines de la corruption », Sécurité Globale, op. cit.

7 <cms-internationalsgmbh.netdna-ssl.com/cdn/file/2018-09/Expatri-Insider-2018_The-InterNations-Survey.pdf>.

a enseigné, auteur d'un traité de géopolitique sur le Brésil⁸, le professeur Yves Gervaise constate : « Les Brésiliens sont un peuple gai, dynamique, entreprenant, qui nous montre la voie pour fluidifier humainement les rapports sociaux. Mais en même temps, c'est un pays très dur, où tous les coups sont permis, où il faut pouvoir compter sur des relations fiables, ce qui se révèle à l'usage relativement difficile. Derrière la façade séduisante, c'est en réalité un pays aussi dangereux qu'imprévisible »⁹.

Ancien officier de police français ayant été durant plusieurs années en poste au Brésil (SCTIP, Service de Coopération Technique International de Police chargé de la lutte contre le trafic de stupéfiants et le crime organisé au Brésil), Laurent Serafini s'est installé à São Paulo et aide les sociétés françaises à s'implanter et se développer dans le pays. Pour illustrer toute la complexité des affaires au Brésil, il a recours à une image « *Quand les étrangers voient des spectacles de capoeira dans les rues ou sur les plages, ils pensent qu'il s'agit d'une danse acrobatique. En réalité, la capoeira est un sport de combat. Étant privés d'armes pour se défendre, les esclaves cultivaient cet art du combat rapproché en secret, lui donnant l'aspect rassurant d'une danse. Tout le Brésil est là. C'est un pays tout à la fois séduisant et dangereux, qui peut très vite se révéler un piège – notamment financier, compte tenu de la complexité des procédures. Il faut savoir protéger ses actifs, matériels et immatériels, dans un pays où la contrefaçon et les fraudes en entreprise sont monnaie courante, où les procédures juridiques sont sans fin et proprement kafkaïennes. Prendre en considération dès le début d'un projet les dimensions sûreté et sécurité est essentiel, sous peine d'assister très vite à une dérive importante – voire catastrophique – des coûts* ». Mener des investigations de terrain, vérifier la fiabilité des partenaires, gérer les conflits sociaux, s'adosser à de solides services juridiques, assumer la protection rapprochée des dirigeants et de leurs familles (les kidnappings sont monnaie courante), constituent donc des missions inscrites dans le quotidien des entreprises.

Officier de la Police Fédérale brésilienne ayant été en poste à l'ambassade du Brésil en France, spécialiste en intelligence stratégique (École supérieure de guerre) au Brésil et en criminologie en France (Paris II), Marcelo Pasqualetti connaît les arcanes des mondes criminels des deux pays. Lucide sur la dangerosité du Brésil, il estime cependant qu'il faut faire la part des choses : « *Le Brésil est un marché prometteur, qui compte d'innombrables consommateurs avides d'innovations. Ces deux dernières décennies, le pays a connu un boom économique qui a permis à des millions de personnes d'accéder à des niveaux de consommation inconnus*

8 Géopolitique du Brésil – Les chemins de la puissance, PUF, 2012.

9 Entretien avec l'auteur, juillet 2016.

jusqu' alors. Néanmoins, un tel constat ne doit pas occulter les questions de sécurité publique. En ce domaine, nous avons malheureusement un modèle inefficace servi par une machine bureaucratique pesante. Mais les choses sont en train de changer car les avancées en matière de lutte anticorruption sont énormes. Cette clarification était nécessaire. Cependant, pour les entreprises étrangères, le recours à des consultants expérimentés reste incontournable si l'on ne veut pas commettre des erreurs élémentaires, comme dans le choix judicieux des zones où s'installer »¹⁰.

GÉOGRAPHIE DE LA VIOLENCE

Car il existe bel et bien une géographie de la violence au Brésil, comme l'a mis en relief Hervé Théry. Ainsi, « *São Paulo a des quartiers où le niveau de violence est proche de ceux de l'Europe, comme le Jardim Paulista, un quartier aisé de l'ouest qui a un taux de mortalité violente de 1 pour 100 000 habitants, semblable à celui de la Suède. Si l'on s'en tient aux crimes entraînant des décès, 33 des 96 districts de la ville ont des taux inférieurs à ceux des États-Unis (4,8). Mais Jaçanã (zone nord), avec 23 décès par 100 000 habitants, a un taux plus haut que celui du Mexique, en proie à une véritable guerre entre les trafiquants de drogue* »¹¹. L'analyse de son *Atlas*¹² comme d'autres études spécialisées en ce domaine sont d'ailleurs, comme il le disait dès l'automne 2018, « *à la disposition des forces de l'ordre et des nouvelles autorités politiques, ainsi que des ONG qui défendent les droits humains, des médias et de la population, la victime constante de cette violence. Les équipes qui dirigeront le pays à partir du 1^{er} janvier 2019 savent maintenant où devraient se concentrer les efforts qu'ils devront faire pour réduire progressivement un niveau de violence inacceptable et qui a été une des causes principales de leur accession au pouvoir* »¹³.

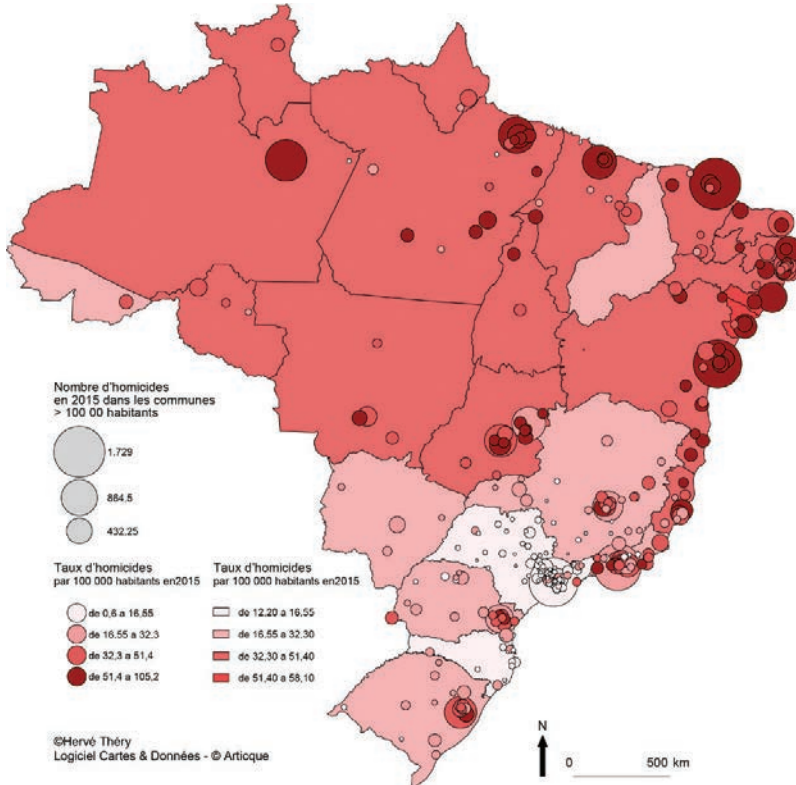
10 Les témoignages des deux policiers, Laurent Serafini et Marcelo Pasqualetti ont été recueillis par Bruno Racouchot en 2017 et reproduits dans une note de géopolitique, « Travailler entre hauts risques criminels et fort potentiel économique : le cas du Brésil », in *Cas d'école – La géopolitique pour les entreprises*, Grenoble Ecole de Management, n° 3, 1^{er} juin 2017.

11 « Géographie de la violence au Brésil », *Sécurité Globale*, op. cit., p. 35.

12 *Atlas do Brasil – Disparidades e Dinâmicas do Território*, par Hervé Théry et Neli Aparecida de Mello-Théry, 3^e édition, Edusp, São Paulo, 2018.

13 « Géographie de la violence au Brésil », in *Sécurité Globale*, op. cit., p. 35.

Figure n° 1 : Taux d'homicides par État et par ville



Alors que faire ? Lorsque je l'interrogeais l'an passé sur les pistes à ouvrir pour mettre fin à cette situation dramatique, Flavio Werneck Meneguelli, vice-président de la Fédération nationale des policiers fédéraux, plaidait déjà pour une remise en ordre globale du dispositif. D'où, selon lui, la nécessité de mettre en place « *un nouveau modèle constitutionnel en matière de sûreté publique, adapté aux défis du XIX^e siècle. Il s'agit en premier lieu de réorganiser la police brésilienne, ses compétences, ses perspectives de carrière, sa doctrine et ses protocoles d'action. Il faut ensuite rechercher des alternatives au modèle actuel en matière de prévention, en travaillant sur le parti pris de la transversalité de la sûreté/politique publique (besoins en logements décents, amélioration de l'employabilité, de l'éducation, du développement de la culture et du sport, réorganisation urbaine, etc.), comme de la modernisation immédiate du système pénal, de la procédure pénale et de l'exécution des peines* ».

Les Brésiliens ont donné en octobre dernier un grand coup de balai pour évincer une vieille classe politique – discréditée notamment par une corruption omniprésente associée à une violence extrême qu'elle n'a jamais voulu ou su endiguer – et montré leur aspiration à un changement radical en matière de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes. Ce n'est pas là un jugement de valeur mais un constat. Quiconque discute avec l'homme de la rue le sait. Aussi, le nouveau ministre de la Justice et de la Sécurité, Sergio Moro, a-t-il une lourde charge devant lui. Il n'a pas droit à l'échec. L'attente du pays en la matière est immense. Le nouveau gouvernement doit donc assumer en matière de lutte contre la criminalité le mandat que le peuple brésilien lui a confié. De son succès dépend en grande partie le retour à la confiance et à la stabilité, et partant, le redémarrage de l'économie.

Encadré n°1

L'armée brésilienne dans la lutte contre la criminalité

Les étrangers s'interrogent souvent sur le rôle que joue l'armée brésilienne en matière de lutte contre la criminalité. Ce fut le cas en particulier de l'appel à l'armée pour rétablir l'an passé un minimum de sécurité à Rio de Janeiro, ville emblématique de l'accumulation d'incompétence et de détournements de fonds. La ville est déclarée en faillite en 2017, conduisant le gouvernement fédéral à reprendre la situation en main. Récession et violence forment un cycle infernal qui engendre des conséquences très graves pour l'économie locale. Au premier semestre 2017, près de 8 000 entreprises ont ainsi mis la clé sous la porte dans l'État de Rio de Janeiro, 38% de plus qu'à la même époque l'année précédente. Détenant le triste palmarès d'être en tête des statistiques du vol de fret à Rio, la société *L'Oréal* ferme alors son usine du quartier de Pavuna et transfère ses activités dans l'État de São Paulo. En février 2018, après les fêtes du Carnaval qui ont été entachées de violents incidents, le président Michel Temer décrète l'état d'urgence et charge le général Braga Netto d'assumer le maintien de l'ordre, avec des pouvoirs étendus. Mais dans quel cadre intervient donc l'armée brésilienne ?

Dans un article récent, le lieutenant-colonel Mauricio Aparecido França – qui a suivi les cours de l'École de guerre à Paris et a simultanément effectué un travail de recherches sur l'évolution de la pensée géopolitique

brésilienne – explique : « *Les opérations de Garantie de la Loi et de l'Ordre (GLO) sont limitées à des cas épisodiques de graves atteintes à l'ordre public. Elles n'ont pas vocation à durer dans le temps, et elles sont destinées à permettre à d'autres institutions « ordinaires » de sûreté publique de s'acquitter à nouveau, en fin d'opération, de leur mission. Nous sommes souvent interrogés quant à l'idée d'une intervention permanente des forces armées dans la politique de sûreté publique nationale. À la lecture de cet article, vous aurez compris que nos opérations en zones frontalières s'inscriront dans la durée, tandis que les opérations de GLO n'auront lieu que dans la mesure où elles seront nécessaires. La vraie question est de savoir pour combien de temps et où les États de la fédération auront encore besoin du soutien de l'armée pour lutter contre le crime. Le recours aux forces armées, malgré certaines réussites, ne peut être considéré comme une solution définitive au problème de la violence au Brésil. Comme dans de nombreux autres pays, seule une solution globale, entraînant la participation de tous les secteurs du gouvernement et de la société civile, est en mesure de réduire sensiblement les taux hors normes de criminalité rencontrés actuellement au Brésil* ».

Source : « L'armée brésilienne dans la lutte contre la criminalité », *Sécurité Globale, op. cit.*, p. 47-53

Encadré n°2

Coûts économiques de la criminalité au Brésil

Le rapport *Custos econômicos da criminalidade no Brasil – Coûts économiques de la criminalité au Brésil* – du Secrétariat aux affaires stratégiques de la Présidence de la République, considère que la criminalité a un impact négatif de 4,38% sur le produit national brut national. Il est ventilé tel que suit : dépenses supplémentaires de sécurité publique (1,35%) ; de sécurité privée (0,94%) ; assurances et pertes matérielles (0,8%) ; frais judiciaires (0,58%) ; perte de capacité de production (0,40%) ; coûts pénitentiaires (0,26% du PIB) ; services médicaux et thérapeutiques (0,05% du PIB). Entre 1996 et 2015, ces coûts additionnels directement liés à la criminalité et à la violence seraient passés de 113 milliards à 285 milliards de reais (70 milliards d'euros) par an. Au cours de la même période, les seules dépenses consacrées à la sûreté publique sont passées de 32 milliards à 90 milliards de reais par an (22 milliards d'euros). Les États fédérés couvrent 80% de ces dépenses et l'État fédéral 20%.

Entre 1996 et 2015, l'augmentation cumulée des dépenses de sûreté a été respectivement de 170% pour le secteur public et de 135% pour le secteur privé, avec un rendement social particulièrement négatif, puisque le nombre d'homicides dans le pays est, sur la même période, passé de 35 000 à 54 000 par an. Le coût global de la criminalité brésilienne pèse aujourd'hui pour plus de la moitié sur le secteur privé : 149 milliards de reais en 2015, contre 135 milliards de reais pour le secteur public. Les pertes totales estimées dans le pays au cours de la période 1996-2015 s'élèveraient en tous les cas à environ 4 000 milliards de reais (environ 1 000 milliards d'euros). Selon la Banque Interaméricaine de Développement (BID), en 2014, ce coût pour le Brésil représenterait 53% du coût total de la criminalité en Amérique Latine et dans les Caraïbes, et 78% de celui du « cône sud » (Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay). Cette étude souligne tout particulièrement la dimension continentale du Brésil et la nécessité d'envisager ce pays à travers toute sa diversité régionale, tant il est vrai que différents États pèsent plus ou moins significativement sur ces chiffres globaux.

Source : Coûts économiques de la criminalité au Brésil, Secrétariat aux affaires stratégiques de la Présidence de la République, cité par Marcelo Pasqualetti dans *Sécurité Globale*, op. cit., p. 63-67, texte original téléchargeable sur <www.secretariageral.gov.br/estrutura/secretaria_de_assuntos_estrategicos/publicacoes-e-analise/relatorio-de-conjuntura/custos_economicos_criminalidade_brasil.pdf>

Encadré n°3

Criminalité : et si le Brésil s'inspirait de l'exemple russe ?

Fin connaisseur du Brésil de par ses racines brésiliennes et françaises, Nicolas Dolo est lié au monde russe par son épouse. Selon lui, le Brésil aurait tout intérêt à s'inspirer de la manière dont les Russes ont opéré pour revenir à une relative stabilité en matière criminelle. Un parallèle intéressant à plus d'un titre.

« Depuis le début des années 1990 jusqu'à la fin de la première décennie des années 2000, la Russie a été confrontée à une hausse spectaculaire de la délinquance et à l'explosion de petites mafias de rue au comportement d'une violence inouïe. En 2018, et quand bien même la situation est tou-

jours hétérogène sur le territoire, le taux de criminalité russe est aujourd'hui dans la moyenne européenne basse. Malgré un fond culturel très différent, le Brésil et la Russie partagent pourtant beaucoup de points communs : territoires gigantesques difficiles à contrôler, criminalité de rue plus ou moins organisée et potentiellement hyper violente, économie « émergée » de niveau de revenu « moyen », et structure d'État fédérale. Certains des éléments du succès de la politique sécuritaire russe pourraient, sinon être adaptés au Brésil, au moins inspirer certains aspects de la reprise en main sécuritaire que le président élu Jair Bolsonaro se propose de mener à partir du 1er janvier 2019, date de sa prise effective de fonction » ;

« Les Russes paraissent à vrai dire d'un peu moins loin que les Brésiliens en matière de renforcement de l'autorité de l'État Central, puisque c'est le ministère de l'Intérieur à Moscou qui y contrôle l'ensemble des forces de Police du territoire. Le ministère de l'Intérieur russe a resserré les contrôles anticorruption depuis 1999, et il a au besoin nommé des hommes de confiance dans les provinces les plus reculées. C'est aussi le fameux FSB et ses antennes régionales, dont l'équivalent brésilien serait la Police Fédérale, qui s'est chargé de coordonner les enquêtes criminelles qui dépassaient très fréquemment les frontières des États fédérés. Au Brésil, la situation est beaucoup plus complexe et éclatée : les États fédérés contrôlent, via leurs gouverneurs et leurs parlements, la politique de sûreté publique et son financement. Cela conduit fatalement à de grandes disparités à travers le pays, et à fréquemment réduire la sécurité au rang de parent pauvre des budgets locaux. Il paraît inconcevable à ce stade de centraliser le commandement des opérations de police civile et militaire à Brasilia. La Police Fédérale brésilienne a effectué un travail remarquable en matière de lutte contre la corruption politique, mais son rôle et ses moyens doivent désormais, à l'instar de ceux du FSB russe, être très largement étendus aux domaines des trafics de drogue et d'arme, qui dépassent les frontières et juridictions des États fédérés. Elle doit, en outre, devenir le fer de lance du grand ménage nécessaire au sein des forces de sûreté du pays ».

Source : « Rétablissement de la sécurité : et si le Brésil s'inspirait de l'exemple russe ? », Communication & Influence n° 98, novembre 2018, p.5, téléchargeable sur <www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_novembre_2018_Nicolas_Dolo.pdf> – Voir également les analyses de Nicolas Dolo sur la Russie en Amérique latine, sur la géopolitique brésilienne et sur l'élection de J. Bolsonaro à <stratpol.com/nicolas-dolo/>

POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'INSÉCURITÉ AU BRÉSIL

Revue *Sécurité Globale*, *Spécial Brésil demain : sécurité, économie, écologie*, n° 16, 2018/4, dossier rassemblé et préparé sous la direction de Bruno Racouchot, <www.cairn.info/revue-securite-globale-2018-4.htm>

Forum de la sécurité publique au Brésil
<www.forumseguranca.org.br/>

Analyse des coûts et conséquences de la violence au Brésil,
<www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/TDs/td_1284.pdf>

Atlas de la violence 2017 et 2018
<www.ipea.gov.br/portal/images/170602_atlas_da_violencia_2017.pdf>
<www.ipea.gov.br/atlasviolencia/download/9/atlas-2018>

Coûts économiques de la criminalité au Brésil,
<www.secretariageral.gov.br/estrutura/secretaria_de_assuntos_estrategicos/publicacoes-e-analise/relatorio-de-conjuntura/custos_economicos_criminalidade_brasil.pdf>

Fédération nationale des policiers fédéraux,
<fenapef.org.br/>

Voir aussi le n° 19 (octobre 2018) de la revue trimestrielle de géopolitique, *Conflits, Brésil, illusion, désillusion*, <www.revueconflits.com/>

Quelques entretiens récents pour en savoir plus sur les thématiques de puissance-influence-violence au Brésil :

Brésil : violence, puissance et influence, Communication & Influence n° 96, septembre 2018, entretiens de Bruno Racouchot avec José Bustani, ancien ambassadeur du Brésil en France (*Le Brésilien qui aurait pu empêcher la guerre d'Irak*), Carlos-Ivan Simonsen, président de la Fondation Getulio Vargas (*Le Brésil, un empire tourné vers lui-même*), Flavio Werneck Meneguelli (*La criminalité, problème n° 1*). Téléchargeable sur <www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_septembre_2018_Bresil.pdf>

A la croisée des chemins, le Brésil, un géant entre puissance et influence : le décryptage d'Hervé Théry, Communication & Influence n° 97, octobre 2018, entretien de Bruno Racouchot avec Hervé Théry, téléchargeable sur <www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_octobre_2018_Herve_Thery.pdf>

Brésil : luttes de puissance et d'influence... Qui est vraiment Jair Bolsonaro ? Le décryptage de Nicolas Dolo, Communication & Influence n° 98, novembre 2018, entretien de Bruno Racouchot avec Nicolas Dolo, téléchargeable sur <www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_novembre_2018_Nicolas_Dolo.pdf>

Géopolitique d'un Brésil incertain, Notes CLES (Comprendre les enjeux stratégiques), HS 78, octobre 2018, Grenoble École de Management, entretien de Jean-François Fiorina avec Hervé Théry, téléchargeable sur <notesgeo/wp-content/uploads/2018/09/CLES78.pdf>